



Consultation publique de l'Autorité de Régulation des
Communications Electroniques et des Postes sur sa revue
stratégique, ses priorités de régulation et les nouveaux modes
d'intervention à l'heure du numérique

13 novembre - 4 décembre 2015.

Réponse du Groupe Orange

Version confidentielle

Les paragraphes de la réponse entre [] relèvent du secret des affaires.

Contacts : thierry1.mutschler@orange.com
estelle.messeant@orange.com

Lien vers les documents mis en consultation :
<http://www.arcep.fr/larceppivote/wp-content/uploads/2015/11/consultation-publique-revue-strategique-arcep-131115.pdf>

Réponses d'Orange

Note préliminaire : Orange n'ayant pas d'avis spécifique à exprimer quant aux missions de l'ARCEP et à ses évolutions dans le domaine du secteur postal, la présente réponse ne porte que sur les missions de l'ARCEP relatives au secteur des communications électroniques.

INTRODUCTION

Question 1

Les contributeurs sont invités à exprimer leur opinion sur la démarche de la revue stratégique

Orange se félicite de la démarche entreprise par l'Autorité par le biais de cette consultation sur sa revue stratégique. D'une part sur le fond, compte tenu des changements majeurs du marché intervenus ces quinze dernières années, il est à l'évidence opportun de s'interroger sur les évolutions des priorités et des missions de l'Autorité et sur les éventuels changements à apporter aux moyens et aux compétences dont elle dispose pour les mener à bien. D'autre part sur la forme, Orange félicite l'ARCEP pour l'approche ouverte mise en œuvre, et s'efforcera de contribuer activement à ces travaux.

Avant d'aborder les différents sujets soulevés dans cette consultation, Orange souhaite faire part de plusieurs remarques préalables générales.

1. Tout d'abord, Orange partage le constat fait par l'Autorité que sa priorité majeure n'a plus lieu d'être la définition et la mise en œuvre de règles visant à permettre l'ouverture effective à la concurrence du marché des télécommunications via des obligations asymétriques imposés aux seuls opérateurs identifiés comme disposant d'une influence significative après analyses de marché. La France fait partie à l'évidence des pays en Europe, et d'ailleurs dans le monde, dans lesquels la concurrence sur le marché des télécommunications est la plus installée, et ce notamment grâce au déploiement très rapide d'infrastructures alternatives au réseau historique d'Orange. Dans ce contexte, il convient à l'évidence de s'engager résolument vers un allègement des obligations asymétriques et des contrôles exercés par l'ARCEP sur Orange dans ce cadre. Cette seule évolution justifie des changements majeurs à apporter aux priorités et aux moyens de l'Autorité.
2. A ce jour, les actions menées par l'ARCEP en tant qu'« Autorité Réglementaire Nationale », au-delà des missions qui peuvent lui être confiées par les pouvoirs publics en tant qu'Autorité administrative, sont encadrées par la Commission Européenne.

Or, sur ce point, Orange remarque que, si l'ARCEP évoque bien, dans son document de consultation, le règlement pour un marché unique des télécoms adopté par le parlement européen le 27 octobre dernier (lorsqu'elle interroge sur les questions de net-neutralité), elle ne fait référence, ni à la consultation que la Commission Européenne a lancée le 11 septembre 2015 relative à la révision du cadre réglementaire des services de communication électronique et des réseaux, ni aux autres travaux relatifs au « Digital Single Market » (DSM) en cours et programmés par la Commission.

Les conclusions de ces travaux devraient pourtant impacter le périmètre et les moyens d'actions des ARN et en cela répondre à une partie des questions posées dans la consultation sur le rôle que devrait, à l'avenir, jouer l'ARCEP (en tant qu'ARN) ainsi que le niveau d'expertise qu'elle devrait atteindre dans certains domaines pour y parvenir.

Sur la question des plateformes en particulier, la Commission européenne a lancé, le 24 septembre dernier une consultation ouverte qui aborde la question de la responsabilité des intermédiaires et vise, en outre, à étudier les possibilités et les éventuelles questions réglementaires soulevées par l'essor de l'économie collaborative.

Les conclusions qu'elle en tirera apporteront certainement au niveau européen des réponses au moins partielles aux questions posées par l'Autorité sur le sujet (question 9).

3. Plusieurs sujets évoqués dans cette consultation ne relèvent pas de missions assignées aux Autorités Réglementaires Nationales dans le cadre actuel. Chacun de ces sujets soulève une problématique qui nécessitera vraisemblablement une plus grande implication des pouvoirs publics dans les prochaines années. Il n'appartient pas à Orange de se substituer au Parlement ou au Gouvernement pour juger s'il convient de confier à l'ARCEP ou à une autre entité administrative des missions nouvelles y afférant. Par contre Orange souhaite souligner la nécessaire cohérence que les pouvoirs publics doivent assurer dans leur action en la matière. Il serait inefficace que plusieurs entités administratives soient chargées de missions comparables, cela pourrait conduire à une surréglementation préjudiciable pour le pays et le développement du marché.

Enfin, le délai relativement court accordé pour la réponse à cette consultation au regard du nombre et de la complexité des sujets abordés ne permet pas nécessairement à Orange de répondre avec précision sur chacun des points. Orange souhaite pouvoir le cas échéant apporter à l'Autorité dans les semaines à venir des compléments aux réponses faites sur des points qui le mériteraient.

I-ETAT DES LIEUX

Question 2

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur ce bilan initial de l'action de l'ARCEP, ainsi que sur les défis futurs identifiés.

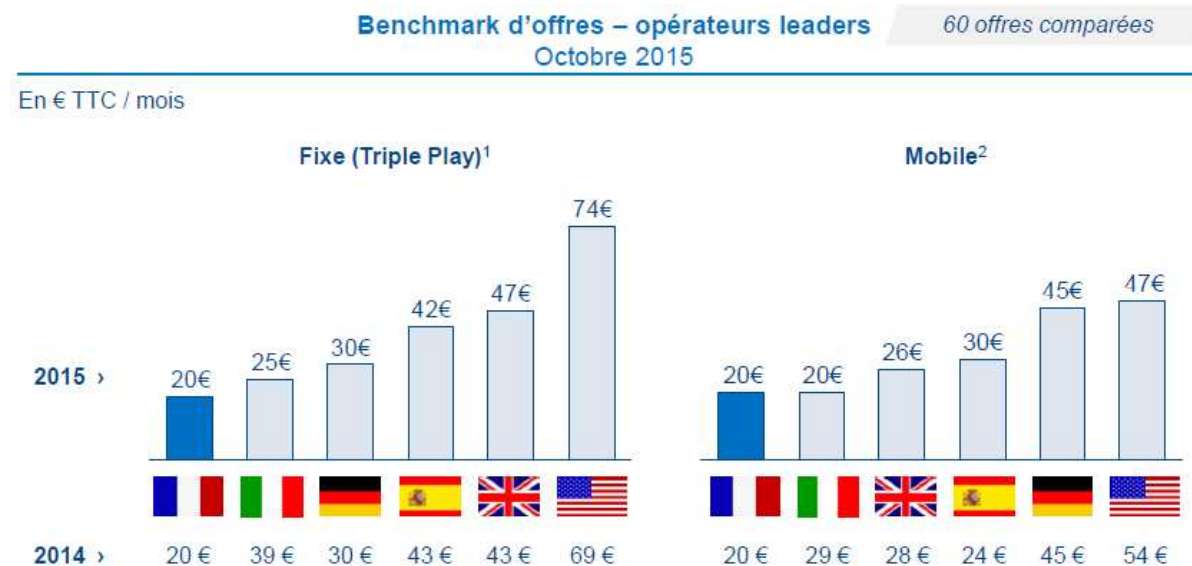
Etat des lieux

Orange estime comme l'Autorité que « l'objectif initial [du régulateur] d'ouverture à la concurrence a été atteint ». En tant qu'acteur présent dans plusieurs dizaines de marchés nationaux, Orange peut témoigner que la France est un pays dans lequel la concurrence sur le marché des télécommunications est particulièrement développée, que ce soit dans le domaine du fixe ou du mobile. Il est clair que cela résulte en grande partie, de l'action particulièrement forte de l'ARCEP pour atteindre cet objectif, tout particulièrement dans le domaine de l'accès fixe pour lequel Orange est soumis à des obligations extrêmement détaillées qui n'ont cessés, à quelques exceptions près, de s'alourdir au fil des analyses de marché.

Orange a un avis beaucoup plus nuancé que celui décrit dans la consultation sur l'état des lieux du marché français. La recherche prioritaire et continue d'un développement de la concurrence assumée par l'ARCEP n'a certainement pas que des effets positifs pour l'économie du secteur des télécommunications ou pour les consommateurs qui pâtiront du manque d'investissement dans les réseaux et services qui en est la conséquence.

Certes, les dépenses des consommateurs pour leurs services aussi bien fixes que mobiles sont, en France, parmi les plus bas de ceux pratiqués dans les grands pays occidentaux.

Ceci est illustré dans l'étude de A.D. Little « Etude économie des télécoms 2015 » réalisée pour la Fédération Française des Télécom et publiée du 12 novembre dernier⁽¹⁾.



Source : opérateurs, analyse Arthur D. Little

(1) Offres triple play uniquement; téléphonie illimitée au moins vers les fixes; Internet haut-débit illimité via xDSL ou fibre; télévision incluse, hors packs additionnels; opérateurs dont la part de marché > 10%;

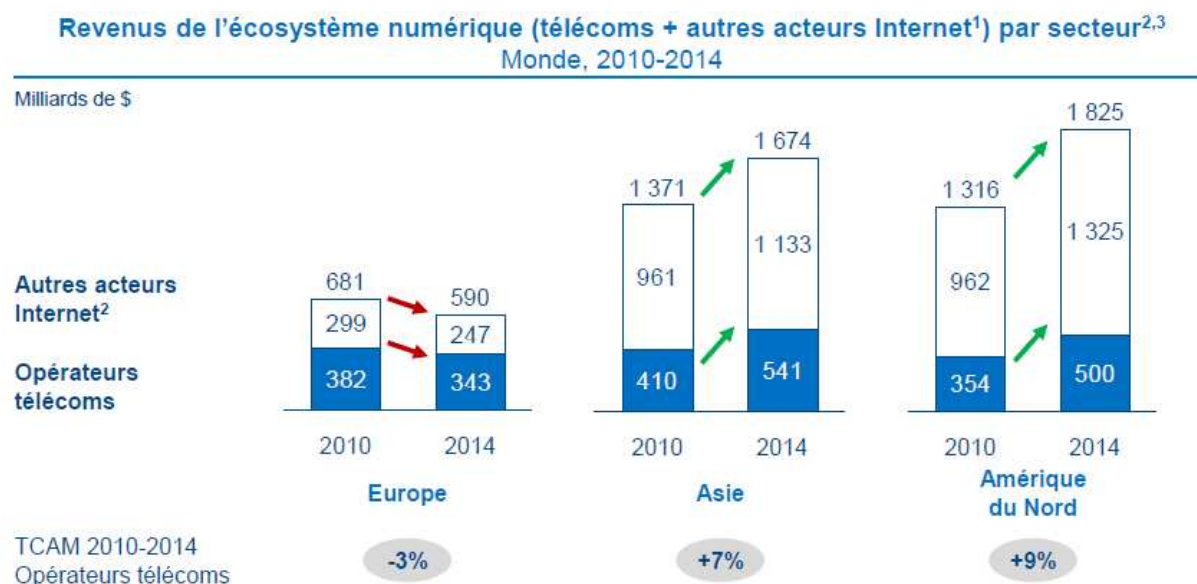
(2) Appels illimités quand disponible (sinon >500 minutes), SMS/MMS illimités, Internet au moins 2 Go; offres sans mobile, offres sans engagement quand disponible; opérateurs dont la part de marché > 10%

Mais cela n'est pas sans conséquence sur les revenus et les marges des opérateurs et donc leurs incitations à investir.

¹ <http://fr.slideshare.net/fftelecoms/etude-economie-des-tlcoms-2015-ad-little-pour-la-fftlcoms>

L'observatoire annuel du marché des communications électroniques en France publié par l'ARCEP le 28 mai 2015 montre en effet qu'entre 2010 et 2014, les revenus des opérateurs français ont diminué de 17% (de 44.3 milliards d'euros en 2010, ils sont passés à 36.8 milliards en 2014), une baisse bien supérieure à la baisse moyenne constatée en Europe (qui est de l'ordre de 10%).

Sur cette même période, les revenus des opérateurs en Asie et en Amérique du nord ont a contrario progressé de respectivement 32% et 41%.



Source : Thomson Reuters, analyse Arthur D. Little

(1) Comprend les secteurs Internet, contenu, logiciels, terminaux et équipementiers

(2) Top 30 par catégorie par revenu 2014

(3) Nationalité selon la localisation du siège social

En France, cette baisse des revenus s'est traduite par une baisse des marges des opérateurs, et une baisse consécutive des investissements en valeur absolue.

Le tableau des investissements publié par l'ARCEP le 23 juin 2015 montre qu'entre 2012 (arrivée de Free) et 2014, les investissements des opérateurs de communication électroniques français sont passés de 10 G€ (7.3 G€ hors achats de fréquences) à 7 G€ en 2014 (6.9 G€ hors achats de fréquences). On sait par ailleurs que ces chiffres incluent l'immobilisation par certains opérateurs d'une partie de leurs achats de gros.

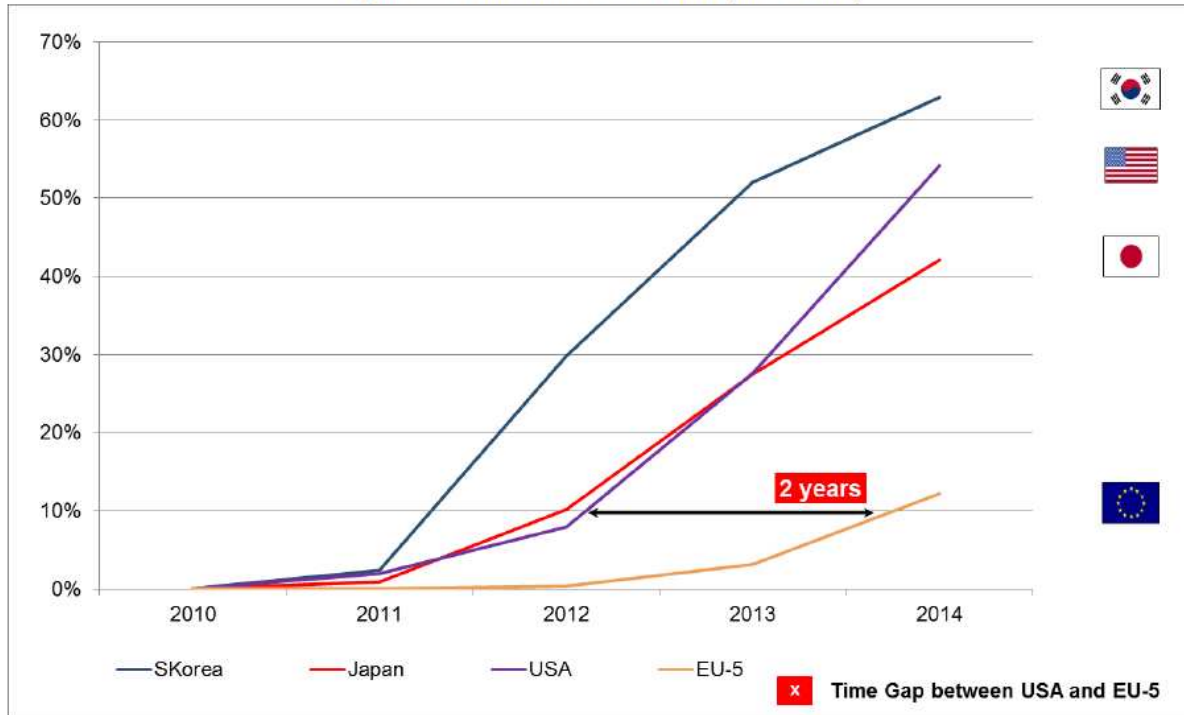
Or moins d'investissement par les opérateurs veut aussi dire moins d'innovation, moins d'augmentation capacitaire dans les réseaux et, in fine, des offres aux consommateurs moins performantes avec des prix unitaires plus élevés que ceux constatés dans les pays dans lesquels les opérateurs ont vu croître leurs revenus.

Ceci est parfaitement illustré dans l'étude réalisée par l'IDATE pour Ericsson et Qualcomm publiée en novembre 2015(2) qui met en évidence le fait que le prix du Mo payé par les clients mobiles est bien plus élevé en Europe qu'aux Etats-Unis, au Japon ou en Corée du Sud.

L'étude fait également le constat que les opérateurs mobiles européens ont pris du retard dans le déploiement du LTE.

² Mobile operator's investments – Europe needs a pro-investment mobile regulatory framework – Whitepaper based on IDATE study for Ericsson and Qualcomm – November 2015

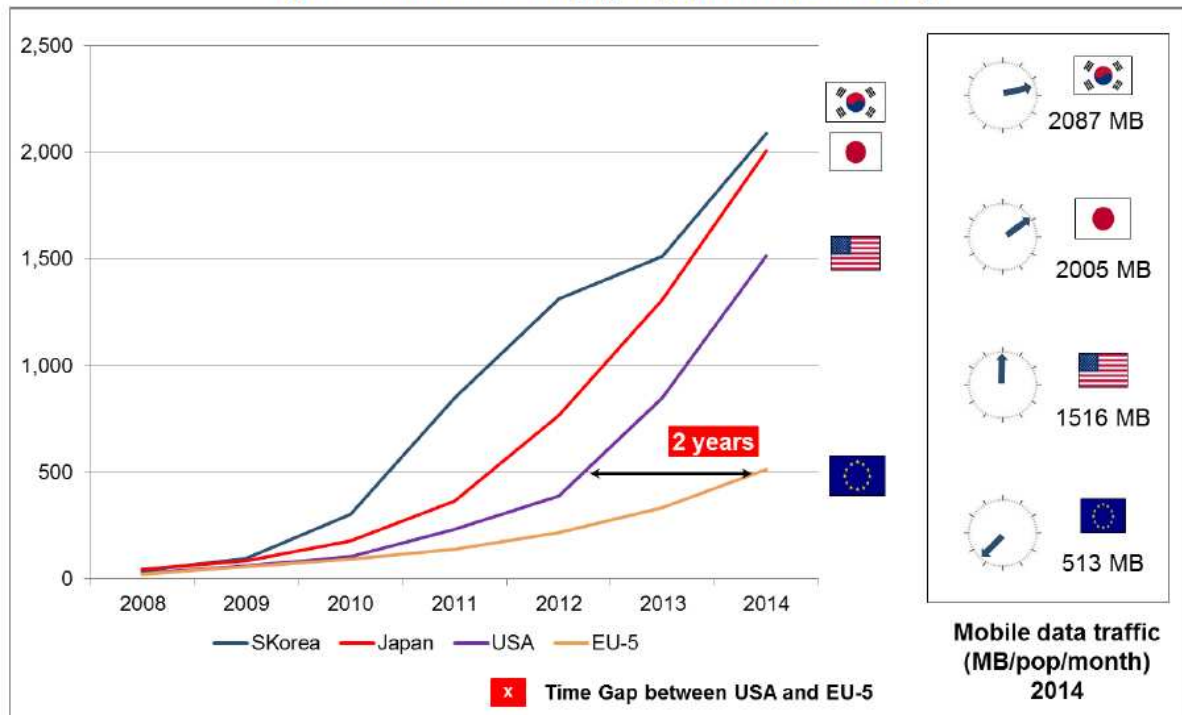
Figure 7: Evolution of LTE share (% of SIMs)



Elle fait apparaître également qu'en 2014 :

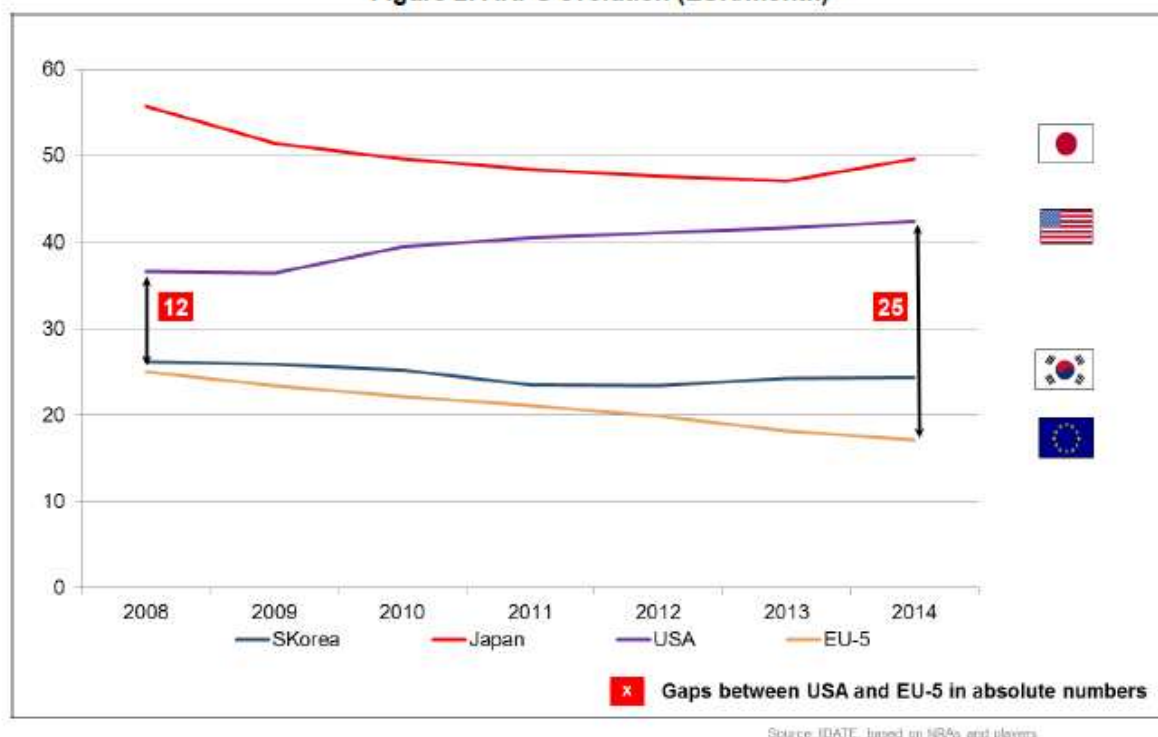
- les clients mobiles européens consomment en moyenne 513 Mo/mois contre 1869 Mo/mois en moyenne (non pondérée) pour les clients américains, japonais ou sud-coréens (consommation 3,7 fois plus élevée),

Figure 8: Mobile data usage (MB/pop/month, 2008-2014)



- l'ARPU moyen en Europe est de l'ordre de 18€ par mois contre environ 39€ en moyenne dans les trois autres pays étudiés (USA, Japon et Corée du Sud) soit environ 2,2 fois plus élevé qu'en Europe.

Figure 2: ARPU evolution (EUR/month)



Ainsi, l'étude Idate montre que le prix du Mo payé par les clients mobiles européens était en 2014 d'environ 3,5 cent€ contre 2,1 cent€ payé en moyenne par les clients mobile américains, japonais et sud-coréens.

La baisse des revenus s'est également traduite par une diminution des emplois directs et indirects engendrés par les opérateurs de communications électroniques.

L'observatoire des investissements et des emplois directs des opérateurs publié par l'ARCEP le 23 juin 2015 fait ainsi apparaître que les seuls emplois directs des opérateurs télécom ont diminué de 6% entre 2012 et 2014 (passant de 129 031 à 121 876 emplois).

Ainsi, la réglementation en se focalisant en Europe, et en France en particulier, sur la baisse des factures des consommateurs n'a ni servi les citoyens, ni servi l'industrie qui a pu prendre du retard par rapport à l'industrie américaine ou asiatique.

Dans le domaine spécifique du haut et du très haut débit fixe, l'impact de l'action de l'ARCEP a été particulièrement important, et peut s'apprécier en comparant notre pays avec nos principaux voisins européens.

On constate qu'en matière de haut débit, la France est le pays d'Europe dans lequel la part du dégroupage de la paire de cuivre est la plus élevée. Il s'agit d'une conséquence directe de la priorité accordée par l'ARCEP au développement du dégroupage. Cela ne s'accompagne pour autant pas d'une meilleure pénétration du haut débit auprès des consommateurs. La seule avance tangible du marché français en matière de services aux consommateurs est le développement d'offres « triple play » (téléphone, TV et Internet) à partir de box.

L'extension du dégroupage a également été favorisée par l'action des collectivités locales qui ont mis à disposition des opérateurs dégroupés des réseaux de collecte à des tarifs subventionnés ; ce qui a certes contribué à maintenir des tarifs de détail bas, mais a contribué à la réduction des capacités d'investissements des opérateurs français et à l'augmentation des dépenses publiques.

Par ailleurs, on doit faire le constat que la France est un des pays d'Europe de l'Ouest les moins équipés en très haut débit fixe. L'action de la puissance publique n'y est pas étrangère car, à la

différence de la plupart des autres opérateurs historiques européens, Orange n'a pas été autorisée à procéder sur une large échelle à la modernisation de son réseau via le fibrage de ses sous-répartitions et l'utilisation de VDSL du fait de l'impact jugé négatif pour les opérateurs dégroupés par l'Autorité de la Concurrence et l'ARCEP.

Dans ce contexte, il est clair que ***l'incitation à l'investissement doit devenir la priorité majeure pour l'Autorité***. D'une part à l'échelle européenne, par son action au sein de l'ORECE et auprès de la commission, l'ARCEP doit œuvrer pour que soit mis en place un cadre réglementaire harmonieux favorable à l'investissement, c'est-à-dire un cadre allégé de contraintes devenues obsolètes et suffisamment clair pour ne pas être sujet à interprétation nationales divergentes. D'autre part à l'échelle de la France, alors même que plusieurs pays conduisent des processus d'allègement de la réglementation, elle doit s'assurer en permanence que la réglementation soit strictement nécessaire, et ne vienne handicaper les acteurs français dans le concert européen.

Les chantiers majeurs

Concernant le « déploiement de la fibre optique », Orange partage et soutient l'objectif affiché par les pouvoirs publics de développer le très haut débit sur l'ensemble du territoire français. L'échéance de 2022 du plan France Très Haut Débit est très ambitieuse, mais peut encore être atteinte sous certaines conditions, en particulier celle d'éviter d'imposer une solution unique pour tous les territoires. Plutôt que d'être limité à la fibre optique, le chantier majeur de l'ARCEP devrait être sur ce sujet le très haut débit à l'instar du plan France Très Haut Débit du Gouvernement.

En la matière, on assiste en France depuis quelques années à une réelle dynamique du développement du très haut débit, que ce soit au niveau du déploiement des infrastructures ou au niveau de son adoption par les consommateurs. Toute nouvelle action de l'ARCEP sur ce sujet doit d'abord garantir que cette dynamique ne sera pas perturbée.

Concernant le « marché entreprise », la concurrence sur ce marché est effective. L'ARCEP devrait plutôt commencer par évaluer sur quels segments de ce marché et dans quel domaine, l'équipement des entreprises françaises en services de communication électronique serait en retard par rapport aux pays comparables pour ensuite en déduire plus précisément un axe prioritaire.

En particulier, le simple constat de parts de marché ou de taux de changement d'opérateur ne doit pas suffire à guider l'action de l'ARCEP. Il est intrinsèquement complexe pour une entreprise de changer d'opérateur de services télécoms, il est tout à fait normal que les taux de « churn » y soient plus faibles que ceux constatés sur le marché grand public, ce n'est pas en soi le signe de dysfonctionnement de marché.

L'ARCEP évoque enfin un chantier visant spécifiquement à faire perdurer un marché porté par « quatre grands acteurs convergents fixe-mobile » et semble ainsi affirmer que le marché français doit nécessairement être structuré autour de quatre acteurs pour fonctionner de manière optimale. Cela n'a rien d'évident, au contraire, il est plus logique de penser qu'un marché en forte évolution comme celui que nous connaissons nécessite une absence de tout dogme en la matière, l'apparition ou la disparition d'acteurs devant pouvoir se faire naturellement, dans le respect du droit de la concurrence propre aux concentrations.

Concernant les nouveaux enjeux identifiés par l'Autorité, Orange renvoie à ses réponses aux questions posées dans la suite de la consultation sur chacun d'entre eux.

II-PRIORITES DE REGULATION

PROMOUVOIR L'INVESTISSEMENT EFFICACE ET UNE CONCURRENCE PERENNE

Levier 1 : Encourager la convergence des réseaux

Levier 2 : Préciser le cadre de mutualisation des infrastructures et réseaux

Levier 3 : Accompagner la structuration des marchés dans les territoires ultramarins

Levier 4 : Gérer les phases de transition entre anciens et nouveaux réseaux

Question 3

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- Quelles sont les principales opportunités de convergence des réseaux ? Existe-t-il des freins à leur mise en oeuvre ?*
- Quelle devrait être la place de la mutualisation des investissements dans le déploiement des nouveaux réseaux ?*
- Comment l'ARCEP devrait-elle accompagner le déploiement du très haut débit sur les marchés ultramarins ?*
- Comment l'ARCEP devrait-elle accompagner les transitions vers les nouveaux réseaux ?*

L'incitation à l'investissement doit devenir la première priorité de l'ARCEP dans le contexte actuel et ne pas être un objectif de second rang parmi d'autres, comme cela semble être toujours le cas aujourd'hui. **Encourager l'investissement, c'est d'abord reconnaître la nécessité d'un niveau de rentabilité suffisant pour les opérateurs.** L'Europe et la France ont pris du retard en la matière par rapport aux Etats-Unis. Cela s'explique principalement par des taux d'EBITDA ne permettant pas de soutenir dans la durée des niveaux d'investissements propres à incorporer dans les réseaux les innovations permettant de soutenir la croissance des volumes et la diversité des usages au moindre coût. L'ARCEP doit tenir compte de cet état de fait pour établir ses priorités. En particulier, l'ARCEP devrait disposer et suivre un indicateur de rentabilité dans ses référentiels de mesure de l'état du marché.

Il est étonnant que l'ARCEP mette en avant comme levier numéro 1 pour son action à venir, **l'encouragement à la convergence des réseaux** afin de promouvoir l'investissement efficace et la concurrence pérenne. En effet, la généralisation des réseaux IP et le déploiement d'architectures de type IMS conduisent naturellement à la convergence des réseaux. Cette évolution s'effectuera sans nécessiter d'action spécifique du régulateur.

Par contre, il est important que le régulateur ne provoque pas de distorsion artificielle du marché en imposant par exemple pour des usages mobiles des dispositions spécifiquement définies pour le marché du fixe.

Dès lors que l'objectif prioritaire est le déploiement de nouvelles infrastructures comme c'est le cas aujourd'hui dans le fixe comme dans le mobile pour évoluer rapidement vers le très haut débit, le régulateur devrait se fixer comme levier numéro 1 de garantir la meilleure espérance possible d'un retour sur investissement cohérent avec le risque initial de déployer ces infrastructures. Cela est la conséquence directe du constat fait par l'Autorité et partagé par Orange qu'« une concurrence durable suppose que les opérateurs développent des stratégies innovantes et se différencient en s'appuyant sur leurs investissements ».

Or, en affirmant que ses deux principaux leviers d'action sont « encourager la convergence des réseaux » et « préciser le cadre de mutualisation des infrastructures et réseaux », l'ARCEP induit de facto, à défaut de clarification à venir, un risque sur la rentabilité des investissements dans les nouvelles infrastructures et sur la raison d'être même de ces investissements. En effet, dans un marché concurrentiel, un opérateur investit pour se différencier ; si des obligations de mutualisation venaient à le lui interdire, il n'aurait plus les mêmes raisons de le faire.

Le fait est qu'à la demande du législateur, l'ARCEP a défini un cadre réglementaire ad hoc pour la mutualisation de la partie terminale des réseaux FTTH, et que pour le mobile, elle doit établir des lignes directrices relatives aux conditions de mutualisation et d'itinérance. L'ARCEP doit donc intervenir dans ce domaine. Il est important que dans le cadre de sa revue stratégique, l'ARCEP précise clairement que son action sur ce sujet s'effectuera avec comme objectif premier de favoriser les opérateurs prenant le risque initial d'investir dans de nouvelles infrastructures. Cela devrait normalement conduire ne pas imposer à ces opérateurs des contraintes excessives en matière de mutualisation de leurs nouveaux réseaux.

En particulier pour le FTTH, cela devrait se traduire par un niveau de contrôle des tarifs de gros beaucoup plus souple que ce qui est actuellement en place pour les tarifs de gros d'accès à la boucle locale cuivre, et la recherche de simplification et d'allègement des contraintes excessivement lourdes et détaillées en vigueur.

Concernant les **marchés ultra-marins**, Orange se félicite que l'ARCEP souhaite accompagner la structuration des marchés sur ces territoires et leur développement. A cet égard, il est surprenant que ceci doive conduire l'ARCEP à faire en sorte que « l'ensemble des opérateurs sur ces marchés soient en mesure d'atteindre un développement suffisant permettant d'assurer leur pérennité ». Il ne serait pas étonnant que le développement de certains de ces marchés nécessite un certain niveau de consolidation, en tout état de cause, cela ne doit pas être exclu a priori par le régulateur.

Concernant plus particulièrement le marché Réunion-Mayotte, il est difficile de comprendre quel type d'accompagnement du régulateur est nécessaire pour que la restructuration du marché mobile se passe correctement, le réseau mobile cédé par Outremer Telecom couvrant la quasi-totalité de la Réunion.

Par contre, il est important que l'ARCEP s'efforce d'accélérer la commercialisation de la 4G dans tous les territoires en procédant sans délai, comme elle l'annonce, à l'attribution des autorisations d'utilisation des fréquences.

En outre, l'ARCEP pourrait agir utilement à l'atteinte de l'objectif de réduction des coûts de connectivité sous-marine pour ces territoires pour faciliter l'adoption du très haut débit en apportant son expertise. Elle devrait notamment contribuer à faciliter la mise en œuvre du dispositif envisagé par la Mission Très Haut Débit visant à réduire les coûts de connectivité de ces territoires en accordant une aide financière aux FAIs pour l'acquisition de nouvelles capacités sous-marines et contribuer à écarter toute solution ayant pour conséquence directe ou indirecte une distorsion du marché de fourniture de capacités sous-marines.

Les pouvoirs publics et l'Autorité doivent aussi veiller à ne pas imposer des mesures qui, même si elles ont pour objectif d'enrichir des offres proposées aux utilisateurs sur ces territoires, auraient pour effet de déstabiliser le marché au détriment finalement des consommateurs concernés en l'absence d'un cadre réglementaire complémentaire.

C'est justement ce qui risque de se produire lors de la mise en œuvre de loi sur la modernisation du droit de l'outre-mer qui instaure la suppression anticipée des coûts de roaming sur les territoires ultramarins dans un calendrier décorrélé du calendrier européen et donc avant que des questions comme celles des « fair-use roaming » n'aient été complètement instruites. Notamment, l'équilibre économique des offres des opérateurs ultra-marins risque ainsi d'être remis en question au détriment de leurs investissements futurs dans la 4G et potentiellement au détriment des emplois locaux.

Pour ce qui relève de la **transition vers les nouveaux réseaux**, celle-ci doit être avant tout pilotée par l'industrie qui doit en fixer le rythme. Du fait du coût du maintien de deux technologies en parallèle, les opérateurs vont naturellement, en fonction de leurs contraintes fixer le planning qui leur permettra de migrer de l'ancienne vers la nouvelle technologie de façon optimale.

Dans le cadre de ces transitions, le régulateur devrait donc jouer un rôle de facilitateur plus que de prescripteur.

ACCOMPAGNER L'EMERGENCE D'UNE NOUVELLE SOLIDARITE TERRITORIALE DE CONNECTIVITE

Levier 1 : Accompagner le déploiement des réseaux d'initiative publique dans les zones moins denses

Levier 2 : Veiller à la couverture mobile des zones rurales

Question 4

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les modalités d'intervention des collectivités territoriales dans les réseaux numériques et sur le rôle du régulateur.

Orange fait sien l'objectif politique visant à faire bénéficier l'ensemble du territoire national de réseaux et de services de communications électroniques performants. Nous y consacrons des ressources très importantes depuis plusieurs décennies tant dans le domaine du fixe que dans le domaine du mobile.

La France se singularise des autres pays comparables par la capacité des collectivités territoriales à intervenir directement dans le domaine des réseaux de communications électroniques. C'est ainsi que dans le domaine fixe, le Plan France Très Haut Débit piloté par le Gouvernement confie aux collectivités territoriales un rôle majeur dans l'équipement d'une large partie du territoire national en très haut débit. Dans le domaine des mobiles, les récentes dispositions législatives prévoient un accroissement de l'effort public pour contribuer à la résorption des zones blanches. Ainsi, dans ce contexte particulier qu'il n'est pas lieu de commenter dans le cadre de cette consultation, il est important que les pouvoirs publics s'assurent que ces actions s'effectuent de manière à garantir le bon fonctionnement du marché, de la concurrence, ainsi que l'utilisation la plus efficace des financements publics.

A cet égard, afin d'orienter au mieux ses actions, l'ARCEP pourrait utilement dresser un bilan global de l'intervention passée des collectivités territoriales dans les réseaux de télécommunications.

En effet, en matière de haut débit fixe, l'action des collectivités s'est déployée selon deux axes principaux : faciliter l'extension du dégroupage via le déploiement de réseaux de collecte et résorber les zones d'ombre haut débit résiduelles. Si de réelles améliorations ont été apportées en matière de réduction de zones d'ombre haut débit grâce à l'action des collectivités locales dans les infrastructures de réseaux fixes, il faut cependant dresser un bilan plus contrasté s'agissant des réseaux de collecte, dans la mesure où ceux-ci doublonnent pour l'essentiel ceux d'Orange. Dès lors l'introduction, à la demande de l'ARCEP, de l'offre LFO par Orange s'est traduite par une destruction de valeur de ces réseaux publics. Tel est également le cas des réseaux Wimax, pour lesquels les principaux FAIs avaient dès l'origine émis des réserves quant à leur efficacité technico-économique.

Par ailleurs, il apparaît que plusieurs RIPs ont rencontré des difficultés à bien appréhender les contraintes qu'ils doivent respecter en matière tarifaire, en particulier dans l'application du cadre juridique européen en vigueur.

Ces simples exemples démontrent s'il en était besoin que l'ARCEP se doit d'éclairer aux mieux les acteurs privés et publics sur les contraintes issues du cadre en vigueur, ainsi que sur les orientations qu'elle entend donner à ses actions futures.

Dans ce contexte, la mise en œuvre du **levier 1** (« **accompagner le déploiement des RIPs dans les zones les moins denses** »), levier auquel Orange adhère, devrait s'accompagner du respect des principes suivants :

- garantir que l'action publique en matière d'investissement dans des infrastructures nouvelles de télécommunications s'effectue en parfaite complémentarité de l'action des opérateurs privés,
- recommander des architectures techniques et des calendriers de déploiement compatibles avec un usage effectif par les principaux opérateurs français,

- garantir la conformité des tarifs proposés au cadre juridique en vigueur.

S'agissant des mobiles, la solidarité territoriale et l'action publique doivent se concentrer sur les zones blanches résiduelles. Il s'agit d'une priorité importante pour les territoires concernés et Orange contribue activement à la pleine réussite des actions engagées en la matière. S'agissant du **levier 2** (« **veiller à la couverture mobile des zones rurales** »), le rôle de l'ARCEP ne doit pas être limité au contrôle de l'action des opérateurs. Elle devrait également assurer un rôle d'accompagnement et de conseil des collectivités, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du volet « guichet » prévu par la loi, ce rôle devant également s'articuler clairement avec celui de des autres services des pouvoirs publics concernés.

En outre, la « **solidarité territoriale de connectivité** » nécessite bien évidemment la contribution active des opérateurs privés. Compte tenu de sa connaissance du marché, l'ARCEP a également un rôle à jouer vis-à-vis du législateur et du Gouvernement afin de les éclairer afin que leurs décisions tiennent le plus grand compte des contraintes technico-économiques auxquels les opérateurs de télécommunications ont à faire face.

GARANTIR LA FIABILITE DES RESEAUX

Levier : Penser la résilience des réseaux

Question 5

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- *Comment garantir la fiabilité des réseaux de communications électroniques ?*
- *Quel rôle doit jouer l'ARCEP sur ce sujet le cas échéant ?*

Compte tenu de l'importance des réseaux de télécommunications dans l'économie, au-delà de l'ANSII, différentes autorités, pour la plupart dépendantes du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique travaillent sur cette question de la résilience des réseaux. L'ARCEP pourrait jouer un rôle de facilitateur entre les opérateurs et ces différentes autorités en faisant bénéficier les pouvoirs publics concernés de sa connaissance du marché des télécommunications et de ses enjeux.

Orange partage l'avis de l'ARCEP qu'avec la multiplicité d'acteurs intervenant dans le déploiement des réseaux fixes, la problématique de la résilience des réseaux se complexifie. Dans ce contexte, il est important que chaque acteur soit bien conscient de ses responsabilités en la matière et l'ARCEP peut y contribuer.

En outre L'ARCEP pourrait veiller à ce les dispositions prises par les pouvoirs publics en la matière soient justifiées, proportionnées et n'induisent pas de distorsions de concurrence au détriment de certains opérateurs, ceux considérés comme d'importance vitale par exemple.

Le bon fonctionnement des réseaux de télécommunications est également très dépendant du bon fonctionnement des réseaux électriques notamment. La dépendance du secteur des télécommunications avec celui de l'énergie en particulier doit être prise en compte quand il est question de garantir la fiabilité des réseaux. L'ARCEP pourrait donc se soucier des cadres réglementaires et juridiques de secteurs adjacents pour veiller à ce qu'ils prennent bien en compte les enjeux et contraintes du secteur des communications électroniques.

REPENSER LA CONNECTIVITE DANS UN MONDE MOBILE

Levier 1 : Veiller à une couverture des réseaux mobiles répondant aux nouveaux besoins

Levier 2 : Informer les utilisateurs sur la couverture et la qualité des services mobiles

Question 6

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les besoins spécifiques de connectivité mobile non couverts par les opérateurs, et leur prise en compte par la régulation.

L'ARCEP évoque un pilotage fin du déploiement des réseaux par les opérateurs dans le cadre de leurs autorisations d'utilisation de fréquences. Or, compte tenu notamment des coûts très élevés de ces autorisations, l'équilibre économique des opérations en cause ne peut être obtenu qu'à la stricte condition de stabiliser les paramètres économiques de ces décisions sur une période de l'ordre de 20 ans. Cette stabilité donne la prévisibilité indispensable aux projections économiques que doivent réaliser les opérateurs pour s'engager dans l'acquisition de telles autorisations. Cette stabilité doit porter sur tous les paramètres de ces licences, les obligations et les méthodes de vérifications de conformité à ces obligations. Toute évolution, modification de ces paramètres pourrait être de nature à fragiliser l'équilibre économique sur lequel les opérateurs se sont basés pour engager les dépenses afférentes, et donc fausser les termes de l'accord que constituent ces licences.

Par ailleurs, compte tenu des cycles d'attribution de fréquences, relativement rapprochés, l'ARCEP est en quelque sorte en mesure de piloter le déploiement des réseaux des opérateurs, comme elle l'indique d'ailleurs, par l'introduction dans les licences de nouvelles obligations. Il n'y a donc pas lieu de remettre en question les pratiques d'attribution de licences sur 20 ans.

Enfin, l'amélioration de la couverture et de la qualité de service perçue par leurs clients fait partie de la stratégie de différenciation des opérateurs. Leur moteur en la matière n'est pas tant les obligations réglementaires, que le jeu de la concurrence qui conduit les opérateurs à améliorer la couverture de leur réseau là où les clients en ont besoin. Cela fait partie intégrante des priorités qu'Orange s'est données dans son plan stratégique Essentiel 2020.

Concernant le recours à des solutions de type crowdsourcing pour l'information des utilisateurs, Orange tient à souligner que ces systèmes sont moins fiables que les mesures actuellement réalisées sous le pilotage de l'Autorité. En effet, ces solutions souffrent de nombreux biais, parmi lesquelles l'absence de garanties de représentativité de la réalité, que cela soit en termes d'usage, d'utilisateurs, de terminaux, voire d'indépendance vis-à-vis des opérateurs, etc. Orange préconise que toute méthode envisagée par l'ARCEP fasse l'objet d'une certification et d'un contrôle exhaustif par l'Autorité avant de pouvoir la retenir. Une méthode pour cela pourrait être que l'ARCEP recueille les mesures brutes de ces outils, les analyse, et les retrace pour en corriger tous les biais avant publication.

ASSURER L'OUVERTURE EFFECTIVE A LA CONCURRENCE DU MARCHÉ ENTREPRISE

Levier 1 : Faire émerger des offres adaptées aux entreprises sur les réseaux FttH

Levier 2 : Mieux identifier les besoins de connectivité des entreprises

Question 7

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Au-delà des chantiers identifiés, les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur la manière dont l'ARCEP pourrait améliorer la concurrence au bénéfice de l'ensemble des acteurs économiques : entreprises, entités publiques ou associatives.

Orange partage l'avis de l'Autorité sur les leviers qu'elle identifie et les chantiers sous-jacents, mais la tonalité générale du paragraphe dans lequel s'inscrivent ces actions est étonnante.

En effet, la concurrence est effective sur le marché Entreprises des télécommunications. Ainsi, l'existence de parts de marché d'Orange plus élevées que sur le marché résidentiel n'est pas en soi un signe d'insuffisance de concurrence. Il est également normal que les changements d'opérateurs soient moins fréquents sur ce marché que sur le marché grand public, un tel changement étant intrinsèquement plus complexe à mettre en œuvre pour les entreprises. Dès lors, elles ne s'engagent dans de telles opérations que si le service qui leur est offert ne correspond plus à leur besoin ou si le service proposé par un concurrent présente une amélioration substantielle. Enfin, il est très probable qu'Orange consacre à ce marché des moyens commerciaux et technico-commerciaux relativement plus importants que ses concurrents, toutes choses égales par ailleurs.

Par ailleurs, Orange est présent sur ce marché partout dans le monde et peut témoigner que le marché entreprise n'est pas moins concurrentiel en France que dans la quasi-totalité des autres pays. On assiste par ailleurs dans tous les pays comparables à la France une position importante de l'opérateur historique sur ce marché, c'est le cas notamment en Allemagne, au Royaume-Uni, en Espagne et bien sûr aux Etats-Unis ou au Japon.

Cette présence hors de France permet également à Orange de témoigner qu'il existe très peu (voire aucun) de pays étranger comparable à la France dans lequel l'opérateur historique est soumis à autant d'obligations d'accès destinées spécifiquement au marché Entreprises. Il serait sur ce sujet particulièrement intéressant que l'ARCEP réalise un comparatif par exemple via le BEREC et les autres Autorités de Régulation nationales.

Une part importante du marché entreprises est en pratique transnational, les contraintes imposées à Orange en France qui constitue le cœur de son marché, sont de nature à le pénaliser sur le marché européen et mondial si elles sont plus sévères que celles imposées à ses concurrents sur leur marché domestique. Il serait donc pertinent que l'action de l'ARCEP sur le marché entreprises ne se limite pas à rechercher comment aider les concurrents d'Orange à gagner des parts de marché, mais consiste aussi à faire en sorte qu'Orange ne soit pas pénalisé par rapport à ses homologues étrangers via un renforcement de la régulation asymétrique en France.

Par ailleurs, la vision qu'a l'ARCEP de la concurrence est réductrice : passer de 3 acteurs à 2 acteurs ne diminue pas forcément la concurrence si le 2^{ème} acteur accroît significativement sa compétitivité par rapport au 1^{er} notamment grâce à plus d'économie d'échelle et d'effets de réseau. Les risques de collusion tacite classiquement imputés à un duopole sont ici largement prévenus par l'asymétrie des situations techniques et commerciales, l'existence de multiples pressions concurrentielles (les obligations réglementaires d'accès, le rôle des RIP, des opérateurs spécialisés, les spécialistes de l'intégration et de l'IT, les offres grand public), et surtout un très fort pouvoir de négociation des acheteurs.

Enfin, la présentation des enjeux du marché entreprise doit être élargie pour intégrer les questions liées à la place de la France et de l'Europe dans la numérisation de l'économie en général et des entreprises en particulier. A ce titre, Orange rappelle que l'accompagnement des clients entreprises dans l'économie numérique est une des lignes de force de son plan stratégique Essentiel 2020 dont sont extraites les lignes qui suivent sous le titre, Accompagner la transformation du client entreprise : « La révolution digitale transforme la vie des entreprises. Le rôle d'Orange est d'être le partenaire de confiance de la transformation digitale des entreprises. Les activités d'Orange Business Services vont évoluer pour s'adapter à la demande croissante de services intégrés d'IT et de connectivité. Orange se fixe comme objectif de faire croître de 10 points la part des services IT dans le mix de revenus d'Orange Business Services d'ici à 2020.

Orange se concentrera sur 4 domaines principaux en complément de la connectivité :

- les outils de travail des salariés, mobiles, collaboratifs et flexibles
- l'amélioration des processus métiers, en particulier grâce aux applications et aux objets connectés
- le Cloud privé et hybride pour les multinationales
- la cyberdéfense »

La transition des entreprises françaises vers une économie numérisée devra s'appuyer sur des offres intégrée incluant connectivité et services numériques et associant performance, innovation, sécurité, engagement, intégration pour contribuer au bon développement de l'économie française. Orange est un des rares acteurs français capables d'accompagner les entreprises dans cette transformation et est pour cela en concurrence directe avec de nombreux acteurs d'origine très diverse. Cet aspect du fonctionnement du marché entreprise doit être pris en compte dans la revue stratégique de l'ARCEP.

Concernant plus spécifiquement les chantiers identifiés, Orange accueille favorablement celui qui vise à faire émerger des offres adaptées aux besoins des entreprises (offres dites QoS+) sur les boucles locales optiques mutualisées ou BLOM.

En effet, pour le raccordement des sites entreprise capillaires critiques, des accès cuivre sur support SDSL sont aujourd'hui utilisés, sur lesquels la garantie de qualité et de disponibilité pour les flux critiques est importante. Ces accès cuivre sur support SDSL ont vocation à être remplacés par des accès sur une nouvelle architecture de réseau à boucle locale optique mutualisée permettant la fourniture d'une qualité de service améliorée (BLOM avec QoS+).

Ce nouveau chantier doit conduire à des recommandations sur les principes d'une régulation adaptée au développement de la BLOM avec QoS+. En effet, il est nécessaire que les investissements supplémentaires nécessaires au déploiement de la BLOM avec QoS+ puissent se faire dans un cadre juridique et réglementaire sécurisé et incitatif à de tels investissements. Une adaptation du cadre réglementaire symétrique de la BLOM via une recommandation semble a priori être une modalité adaptée à l'atteinte de cet objectif.

L'architecture BLOM avec QoS+ envisagée par Orange consiste, lors du déploiement d'un réseau FTTH, à prévoir des fibres supplémentaires sur la section transport et la section distribution pour permettre la production d'accès physiques point à point NRO-PTO supports d'offre avec un niveau élevé de QoS+ (garantie de temps de rétablissement de 4 heures par exemple). Ces fibres devraient être gérées de façon distincte au niveau des points de mutualisation (PM), en utilisant des cordons sécurisés pour le brassage, de façon à réduire le risque lié aux manipulations erronées. Le principe est basé sur une mutualisation des coûts de déploiement réseau tout en assurant une robustesse pour garantir un SLA fort et une souplesse de déploiement pour faire face à la difficulté des prévisions et à la volatilité des besoins. Les études d'ingénierie de cette architecture sont donc désormais achevées, il convient donc de préciser rapidement le cadre réglementaire applicable pour qu'elles puissent être mise en œuvre par tous les opérateurs FTTH qui le souhaiteraient.

En matière d'accès optique pour les entreprises, outre l'émergence d'offres adaptées pour les entreprises sur la BLOM, Orange considère que l'ARCEP doit travailler en parallèle à l'évolution du cadre réglementaire applicable à la BLOD.

En la matière, l'intensité concurrentielle est beaucoup plus développée que celle présentée dans la décision 2014-0735 de l'Autorité.

En particulier, les déploiements de RIP de type FTTO subventionnés se sont multipliés, y compris dans des zones couvertes par les infrastructures d'Orange, ce qui est de nature à distordre le jeu normal de la concurrence via des tarifs de gros artificiellement bas. La conséquence de cette pratique a été l'éviction effective d'Orange du marché de gros dans ces zones. Dès lors, au-delà de la question de la compatibilité de cette pratique avec le droit de la concurrence, ce constat doit nécessairement conduire à intégrer les zones où existent des RIPs FTTO dans la zone ZF1 (selon la classification propre aux obligations d'accès imposées à Orange sur ses réseaux de type BLOD).

Plus généralement les critères conduisant à la détermination de la zone ZF1 sont excessivement contraignants et conduisent à une sous-estimation de cette zone dans laquelle la concurrence est effective, comme en témoigne à l'évidence le fait qu'aucune partie de la ville de Marseille ne fasse part de cette ZF1. Restreindre à l'excès la taille de la ZF1 conduit en pratique à limiter la concurrence dans les zones qui mériteraient d'y être intégrées et à y maintenir des prix de marché artificiellement élevés, ce qui pénalise les entreprises concernées.

S'agissant du deuxième levier identifié dans ce chapitre (« Mieux identifier les besoins de connectivité des entreprises »), Orange se félicite de l'action engagée par l'ARCEP via ses « ateliers entreprises » pour lui permettre de mieux comprendre les besoins des entreprises en matière de services de télécommunications ; Orange y contribuera activement.

ACCOMPAGNER L'INTERNET DES OBJETS ET RENDRE POSSIBLES LES RESEAUX DE DEMAIN

Levier 1 : Identifier les enjeux de régulation liés à l'émergence de l'internet des objets et de la ville intelligente

Levier 2 : Anticiper les futurs réseaux fixes et mobiles

Question 8

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- Quelle est la place de l'ARCEP dans le développement de l'internet des objets ?*
- Quels sont les enjeux pour l'ARCEP liés à l'intervention des collectivités locales en matière de territoires intelligents ? Quel accompagnement pour les collectivités locales ? Avec quels objectifs ?*
- Quelles autres principales innovations anticipez-vous ?*
- Comment faire pour mieux accompagner l'émergence des réseaux de demain nécessaires à la transformation numérique de la France ?*
- Faut-il veiller à accroître l'accessibilité du patrimoine spectral à un large écosystème ?*

L'internet des objets (« IOT ») constitue à l'évidence un enjeu majeur pour le secteur des communications électroniques pour les années à venir et il s'agit pour Orange d'un volet important de sa stratégie Essentiels 2020.

Il est prévu que d'ici 2019 il y ait plus de 2 milliards d'appareils connectés en Europe, représentant 50% de toutes les connexions, mais seulement 3% du trafic total. Orange estime qu'un tel développement nécessite que quelques conditions préalables soient remplies.

Tout d'abord l'interopérabilité entre les objets eux-mêmes et entre objets et services, sera un élément clé de l'essor du marché de l'IoT. En effet, les objets connectés se compteront par milliards d'ici 2020. Les clients ne s'équiperont pas avec un fournisseur unique et il sera indispensable de gérer la diversité et le dialogue entre les multiples objets. Orange considère donc que les solutions de connectivité réseaux à promouvoir doivent être des solutions intégrant une normalisation des interfaces objets / réseaux, pouvant fonctionner sur un territoire élargi et assurant une pérennité d'exploitation sur une durée suffisante pour permettre d'atteindre un équilibre économique légitime.

En termes de spectre, un niveau minimal d'harmonisation des conditions d'utilisation du spectre à l'intérieur d'une bande donnée sera utile pour que les services IoT atteignent leur masse critique et puissent optimiser le rapport coût-efficacité. Les bandes particulières inférieures à 1 GHz joueront un rôle crucial dans la couverture.

De façon générale, compte tenu des investissements à consentir, de la durée de vie importante des terminaux et de leur caractère non évolutif (la maîtrise de leurs coûts étant essentielle), il est indispensable que les acteurs bénéficient d'une visibilité suffisante quant à la durée de vie des réseaux supports de ces services. Une visibilité de 10 ans minimum sur la pérennité des réseaux 2G serait par exemple nécessaire, les réseaux 2G ayant vocation à être utilisés pour satisfaire une partie significative des besoins en la matière.

En ce qui concerne les ressources de numérotation, Orange ne considère pas qu'il y ait un problème de rareté. Pour les usages nécessitant une carte SIM, les MSISDN à 15 chiffres seront utilisés, et pour des services globaux, il y a l'option d'utiliser les ressources de numérotation de l'UIT comme alternative. En outre, nous prévoyons que l'IPv6 va apporter des ressources supplémentaires à plus long terme. Certains services seront déployés dans des zones où il y aura un besoin de roaming permanent. Pour Orange et tous les opérateurs, il sera donc important qu'il n'y ait pas de restrictions nationales sur l'utilisation extraterritoriale de ressources en numérotation française, et Orange appelle l'ARCEP à travailler sur une approche harmonisée avec les autres Autorités de Régulation des États membres et la Commission européenne, pour éviter la création d'un régime spécifique de numérotation européenne, que nous ne jugeons pas nécessaire ou approprié, les solutions IoT nécessitant une couverture de distribution mondiale et des plates-formes évolutives mais d'une certaine taille pour permettre leur viabilité économique.

En ce qui concerne le roaming et, plus généralement, la protection de l'utilisateur final, il serait bénéfique d'avoir une clarification par l'ARCEP quant au périmètre d'application des cadres réglementaires actuels. En ce qui concerne le roaming par exemple, le règlement de l'Union Européenne vise à protéger les utilisateurs finaux qui voyagent périodiquement dans les pays de l'Union pour les communications de personne à personne. La majorité des dispositifs d'IoT n'entre pas dans ces critères puisque la plupart d'entre eux fonctionnera au sein d'un groupe fermé d'utilisateurs. En outre, les clients de ces services sont généralement des entreprises qui exigent une couverture de distribution mondiale et des plates-formes gérées. Par conséquent, les mesures actuelles de protection des utilisateurs finaux telles que les mesures de transparence, de contrôle des coûts et l'identification de la ligne appelante - ne sont pas pertinentes pour les communications M2M. Les coûts du trafic sont généralement négociés et intégrés par le fabricant des terminaux, qui développe alors un « business model » sur l'ensemble du service en tant que tel. Cette approche est également visible dans la "consultation publique sur l'activation de l'internet des objets" (2015) de l'ORECE.

En ce qui concerne la portabilité, Orange est l'un des principaux contributeurs au travail de normalisation ETSI lié à la carte SIM embarquée (eSIM). L'un des objectifs les plus importants de l'élaboration des normes pour l'eSIM est de faciliter la configuration « over-the-air » de la carte SIM. Cela inclut l'activation ainsi que la désactivation d'un profil d'opérateur. Un client qui possède un appareil doté d'une eSIM intégrée sera donc en mesure de prendre un abonnement chez un autre opérateur, ou transférer le sien vers un autre appareil. En tant que tel, il n'y a pas de verrouillage au niveau de l'opérateur ou au niveau du client. L'affectation des codes MNC à l'utilisateur final ne va pas faciliter ou compliquer l'approvisionnement ou son réapprovisionnement de la carte SIM. Par conséquent, Orange ne considère pas qu'il soit opportun d'appliquer la réglementation de la portabilité du numéro pour les numéros utilisés dans l'IoT. Aussi, Orange serait favorable à ce que l'Autorité lance une consultation publique pour obtenir un retour des acteurs du marché quant à un potentiel besoin de conservation des numéros affectés à des cartes SIM utilisées pour du M2M ou de l'internet des objets.

En ce qui concerne l'intervention des collectivités locales en matière de territoires intelligents, Orange considère qu'il n'y a pas matière à différencier les villes ou territoires intelligents du reste de l'internet des objets. Ainsi, les mêmes principes favorisant la mise en œuvre d'un écosystème pérenne, agile, profitable et de confiance doivent s'appliquer de manière cohérente à tous les usages et tous les acteurs. En corollaire d'un besoin de normalisation des interfaces réseaux / objets, de déploiement sur un territoire étendu et d'un besoin de solution en roaming dans certains cas, Orange considère que le rôle des acteurs publics devrait préférentiellement s'orienter vers le financement et l'exploitation de projets IoT requérant leur expertise dans l'identification et la collecte de données publiques pertinentes, et leur intégration dans les processus de l'institution publique en vue de leur exploitation, plutôt que dans le déploiement et l'exploitation des infrastructures sous-jacentes.

Enfin, Orange n'est pas favorable à court ou moyen terme au partage dynamique de fréquences, même si le principe peut présenter de l'intérêt à plus long terme. Comme elle a déjà pu l'indiquer, Orange ne considère pas qu'il y ait risque de carence en ressources de fréquences à court ou moyen terme, et estime que cette solution de partage dynamique présente des complexités de mise en œuvre ainsi que des risques de fonctionnement tels qu'elle ne présente pas d'intérêt à ce jour, risques qui ne sont pas compatibles avec les exigences de couverture et de qualité de service qui sont associées aux réseaux mobiles. Pour Orange, les bandes de fréquences destinées à être attribuées aux services mobiles doivent être exclusives et donc avoir fait l'objet de libération par les utilisateurs précédents avant leur utilisation effective par les opérateurs mobiles. Par contre, les bandes libres de type 860 MHz qui sont bien adaptées aux nombreuses utilisations IoT occasionnant un taux d'usage faible et nécessitant des puissances d'émission limitées ont vocation à rester librement utilisables, l'ARCEP devant néanmoins s'assurer que les règles applicables en la matière sont bien respectées (limitation des puissances d'émission, etc. ...).

PRESERVER L'OUVERTURE ET LA NEUTRALITE DE L'INTERNET DANS UN MONDE NUMERIQUE

Levier 1 : Construire une régulation de la neutralité de l'internet effective

Levier 2 : Propager les principes d'ouverture et de neutralité

Question 9

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- Quelle expertise l'ARCEP peut-elle apporter (ou développer) pour contribuer à l'analyse des marchés numériques ?*
- Comment construire une expertise technique sur les sujets numériques (ex : gestion de trafic, QoS etc.) ?*
- Comment recueillir, analyser et comparer l'information sur ces sujets ? Des dispositifs de notation sont-ils pertinents ? Si oui, comment doivent-ils faire intervenir les pouvoirs publics ?*
- Quel pourraient être les principaux impacts des nouveaux modèles d'affaires sur la régulation (économie du partage, plateformes etc.) ? Quels sont les facteurs de désintermédiation du secteur des télécoms ?*

Avant de répondre directement aux différents points mentionnés dans la question n°9, Orange voudrait réaffirmer sa position concernant la net-neutralité et le rôle de l'ARCEP dans ce domaine.

En premier lieu, l'ARCEP fait référence au Règlement marché unique européen et aux lignes directrices qui viendront sous peu le compléter. Orange considère que ces deux textes en cours au niveau européen seront suffisamment précis et opérant pour affirmer qu'il n'est pas opportun d'envisager à ce stade de travaux complémentaires de la part de l'ARCEP sur le plan des textes encadrant les pratiques du marché. Comme l'Autorité l'indique, elle sera essentiellement en charge de sa mise en œuvre.

En second lieu, Orange se félicite que l'Autorité mentionne l'asymétrie de régulation entre services du numérique et services régulés, au détriment du consommateur. La neutralité de l'internet ne doit pas se réduire à celle des opérateurs de réseaux, mais s'appliquer à l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur, des applications, des navigateurs, des Applications Stores, des systèmes d'exploitation, des terminaux, sans oublier les moteurs de recherches.

Ceci sera examiné dans le cadre de la révision du cadre réglementaire européen et des travaux sur le marché numérique unique européen. Le rôle de l'ARCEP devra être de défendre ce principe dans ces travaux et le cas échéant de s'assurer de sa mise en œuvre.

Dans les points de la question n°9, en remarque préliminaire, l'ARCEP évoque deux rôles bien distincts qu'elle pourrait compter dans ses missions : celui de régulateur des communications électroniques, et celui d'une institution administrative, disposant d'une expertise de haut niveau, susceptible de se voir attribuer de nouvelles compétences au sein de l'Etat. Orange ne se prononce ici que sur la fonction d'autorité de réglementation des communications électroniques de l'ARCEP.

Pour Orange, l'ARCEP doit rester focalisée sur les missions régulatrices que lui confie la loi. Elle doit d'abord être experte en régulation ce qui ne passe pas nécessairement par la maîtrise technique de tous les domaines couverts par le numérique. Il ne s'agit pas de construire une expertise exhaustive pour en déduire des missions de régulation. Il s'agit au contraire, à partir des besoins de régulation identifiés, de réunir l'expertise technique nécessaire et suffisante à cette fin. A ce titre Orange considère que l'ARCEP dispose à l'évidence de l'expertise technique nécessaire à ses missions actuelles de régulation des communications électroniques.

Sur la question de l'expertise que l'ARCEP peut apporter (ou développer) sur le numérique en général, Orange estime que l'Autorité peut en effet contribuer fort utilement à l'analyse des marchés numériques grâce à sa connaissance du secteur des communications électroniques, son expérience de régulateur (vis-à-vis du jeu concurrentiel, vis-à-vis des utilisateurs, en lien avec les différentes institutions publiques nationales et européennes).

Sur la bonne façon de recueillir, analyser et comparer l'information sur ces sujets, dans le domaine des communications électroniques, la pratique de l'ARCEP s'est reposée à juste titre sur la production d'évaluations et d'indicateurs visant à l'objectivité et à la représentativité. Une telle approche paraît de loin préférable à des dispositifs de notation sans représentativité et pour lesquels les risques de manipulation sont élevés. Cela n'empêche pas que l'Autorité s'efforce de rapprocher les indicateurs qu'elle suit de la perception des utilisateurs, mais cela doit rester dans un cadre représentatif et objectif.

Concernant les facteurs de désintermédiation du secteur des télécoms et les principaux impacts des nouveaux modèles d'affaires sur la régulation, dès aujourd'hui, pour les services numériques, y compris des services de communications vocale, textuelle ou vidéo, les utilisateurs ont le choix entre les services fournis par les plateformes numériques sur Internet et les services proposés par les opérateurs de réseaux de communications électroniques. Cette concurrence est faussée du fait des asymétries réglementaires entre ces différents acteurs, ce qui favorise une migration des usages vers les services non réglementés. Certains modèles d'affaires largement utilisés par les plateformes internet, qui leur permettent de ne pas demander de rémunération monétaire pour leur service de communication, sont interdits aux opérateurs de communications électroniques du fait de leur réglementation spécifique.

Demain, ce que l'on observe sur les services peut s'étendre aux services de la connectivité elle-même, la relation avec le client pouvant être associée à un terminal ou à un réseau social susceptible d'intégrer les fonctions réseau de connectivité. Le déséquilibre réglementaire et son impact sur les modèles d'affaires sont susceptibles d'avoir les mêmes effets sur la connectivité que sur les services.

Pour Orange, ces évolutions imposent de revoir l'architecture des définitions et des obligations qui structurent la réglementation des services numériques. La proposition d'Orange peut être schématisée dans le tableau ci-dessous. Elle est détaillée dans la réponse d'Orange à la consultation de la Commission Européenne sur la révision du cadre des communications électroniques.

Category	ECN	Horizontal laws		
		Sector specific rules		Digital & Consumer Service
Definition	FWD definition	TSM definition (deletion of reference to ECS)	Use of number resources or format from the public numbering plan	Whether or not against remuneration
Obligations	.spectrum .access .interconnexion	IAS specific obligations: Open Internet , Roaming, Speed, QoS, ...	Numbers specific obligations: Portability, Routing and Location of Emergency Calls, Lawfull intercept, Roaming, Competency of NRAs to impose Interoperability, ...	General obligation such as transparency or legal interceptions , specific obligation per fonctionnality : confidentiality and routing to emergency services for communications , objectivity for intermediation, ...

III-NOUVEAUX MODES D'INTERVENTION

Question 11

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer leur opinion sur la place respective de la régulation asymétrique et de la régulation symétrique, portant sur l'ensemble des acteurs.

Comme l'a fait remarquer le président de l'ARCEP dans une interview publiée le 17 novembre dans Next INpact, Orange est un acteur qui tend à se « banaliser » du point de vue réglementaire. L'ouverture à la concurrence dans les télécommunications est une réalité.

Ainsi, le mouvement entrepris depuis plusieurs années par l'ARCEP en faveur de la mise en œuvre d'une réglementation symétrique doit être poursuivi et amplifié. A contrario, le domaine de la réglementation asymétrique doit être restreint et limité strictement aux situations dans lesquelles un seul acteur détient durablement une position incontournable sur un marché donné.

En l'absence d'un acteur détenant une telle position, la réglementation symétrique devrait, par essence, être moins contraignante et proportionnée à ce qui est strictement nécessaire pour assurer la concurrence effective sur le marché. A cet égard, on ne peut qu'être frappé par l'extraordinaire complexité de la réglementation symétrique propre au FTTH.

Par ailleurs, cette réglementation symétrique se doit de respecter le principe fondamental de neutralité technologique. En ce sens, il n'est pas compréhensible que les opérateurs du câble, présents sur le marché du THD fixe, ne soient pas également soumis à une obligation d'accès au même titre que les acteurs déployant des réseaux FTTH.

Enfin, afin de calibrer au mieux son intervention sur le marché, et de rétablir le principe d'équité entre acteurs économiques, le régulateur devrait embrasser l'ensemble d'une chaîne de valeur. D'une part, cela lui permettrait de prendre toute la mesure de l'intensité concurrentielle exercée par des acteurs utilisant des moyens différents pour fournir des services équivalents ou substituts. D'autre part, il pourrait ainsi s'assurer que la réglementation s'appliquera le cas échéant à l'ensemble de ces acteurs.

S'ADAPTER A LA MULTIPLICITE DES ACTEURS

Question 12

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- *Quelles améliorations l'ARCEP pourrait-elle engager afin de renforcer ses échanges avec l'ensemble des acteurs ?*
- *Comment l'ARCEP pourrait-elle améliorer la lisibilité de son action pour l'ensemble des acteurs du marché ?*

Jusqu'à présent, l'ARCEP savait rendre lisibles les actions sur lesquelles elle souhaitait communiquer même si le calendrier associé à ses actions mériterait parfois d'être plus précis et partagé le plus en amont possible pour permettre aux acteurs consultés d'apporter les réponses les plus complètes possibles.

L'ARCEP pose ici avant tout la question de la communication avec les acteurs qui se sont récemment multipliés. Les actions de communication déjà engagées par l'ARCEP depuis plusieurs mois lui permettent à l'évidence de donner une visibilité renforcée avec le secteur pris dans son ensemble.

En outre, l'engagement très fort de l'ARCEP au niveau européen, et notamment au sein du Berec, constituera également un vecteur important de communication et de dialogue avec l'écosystème numérique.

QUELLE PLACE POUR L'AUTOREGULATION ?

Question 13

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- Quelle devrait être la place de l'autorégulation ?*
- Quels sujets pourraient faire l'objet d'une autorégulation ?*
- Comment l'ARCEP pourrait-elle accompagner de manière efficace les acteurs dans la mise en œuvre de l'autorégulation ?*

Orange considère dans la suite de sa réponse que l'autorégulation désigne le fait d'établir, entre acteurs du secteur, et sans intervention du régulateur, des règles communes aux opérateurs visant à améliorer le fonctionnement du marché sur un sujet donné, compatibles avec la régulation et le droit de la concurrence. Sans intervention du régulateur ne signifie pas bien entendu sans information du régulateur à qui, naturellement, les acteurs pourraient présenter régulièrement l'avancement des chantiers adressés dans le cadre autorégulé.

Orange est globalement favorable à ce que les acteurs de la chaîne numérique (opérateur, éditeurs...) puissent débattre dans ce cadre, dans les limites fixées par le droit de la concurrence.

Ces discussions entre acteurs peuvent se faire dans le cadre d'associations comme aujourd'hui au sein de la FFT, SVA+ ou AFMM ou bien dans le cadre de structures moins formelles comme le groupe Interop.

L'ARCEP peut utilement accompagner de tels travaux en s'assurant de leur conformité avec le cadre réglementaire et en se portant en quelque sorte « garant » vis-à-vis de l'Autorité de la concurrence ou des associations de consommateurs du bien fondé et du caractère vertueux de la démarche et des discussions menées.

Elle pourrait en particulier, dans ses communications, faire référence aux travaux menés par ces associations ou groupes de travail en soulignant l'intérêt qu'ils peuvent avoir pour l'ensemble des parties prenantes (consommateurs, entreprises etc. ...).

Les sujets qui nous semblent pouvoir être traités dans un cadre d'autorégulation sont en particulier :

- les sujets très techniques comme les protocoles d'interconnexion ou d'interfaces informatiques interopérateurs sur lesquels le régulateur n'a pas nécessairement vocation à acquérir une expertise de haut niveau,
- ceux liés à la protection du consommateur (recommandations déontologiques pour lesquels l'ARCEP s'est déclarée non compétente) ou des sujets pour lesquels une harmonisation dans les pratiques des acteurs, plus commerciales que réglementaires, est bénéfique pour le consommateur (définition d'un nombre limité de paliers tarifaires pour les SVA, définition d'une signalétique tarifaire commune pour ces services, lutte contre les SPAM),
- les questions de mise en œuvre opérationnelle de la réglementation ou de lois impactant le secteur (mise en œuvre de la portabilité ou mise à disposition d'un annuaire inversé pour les services à valeur ajoutée).

L'autorégulation pose cependant la question du bien fondé et de la valeur des décisions prises dans ce cadre.

Un acteur qui, bien que partie prenante des échanges sur un thème débattu dans un cadre autorégulé, n'adhère pas aux conclusions qui se sont dégagées des discussions entre professionnels, et estime subir un préjudice de l'application du cadre retenu par l'autorégulation, doit pouvoir saisir les autorités compétentes pour défendre ses droits.

Si un acteur en revanche refusait, alors qu'il y est invité, de participer aux discussions qui le concernent potentiellement et qui ont lieu dans un cadre autorégulé (exemple : cas des discussions menées à la FTT relatives au protocole d'interconnexion IP, auxquelles un acteur important refuse de prendre part), il nous paraîtrait naturel que l'Autorité, si elle était saisie en règlement de différend considère que les règles établies par les acteurs du secteur qui ont bien voulu se pencher sur la question fassent référence, dès lors qu'elle aurait été régulièrement tenue informée de l'avancement de ces travaux. Il est important que l'ARCEP confirme ce principe afin de permettre à l'autorégulation de se développer.

Nous comprenons d'ailleurs que tel est bien l'état d'esprit de l'ARCEP lorsqu'en Comité de suivi Interconnexion du 17 avril 2015 elle indique, comme cela est mentionné dans son compte-rendu, que « les services de l'ARCEP rappellent que la référence aux travaux de la FTT est pertinente pour l'analyse du caractère raisonnable des demandes d'interconnexion IP. ».

RENFORCER L'OUVERTURE A L'INNOVATION ET AUX PROBLEMATIQUES EMERGENTES

Question 14

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- *L'ARCEP est-elle suffisamment ouverte à l'innovation ? Quelles nouvelles expertises faudrait-il développer ?*
- *A quels sujets naissants l'ARCEP devrait-elle s'intéresser ?*
- *Comment l'ARCEP pourrait-elle encourager le dialogue au sein du secteur sur les sujets innovants ?*
- *Quelle devrait être la place de l'expérimentation dans la régulation ?*

Comme nous le mentionnons en réponse à la question 9, en tant qu'Autorité administrative, l'ARCEP peut bien entendu se voir attribuer par l'Etat des missions qui vont au-delà de celles qui sont attribuées aux autorités de régulation nationale par le cadre européen.

Mais pour Orange, l'ARCEP, en tant qu'autorité de régulation n'a pas vocation à devenir un organisme de normalisation technique. Elle doit rester experte en régulation, ce qui ne passe pas nécessairement par la maîtrise technique de tous les domaines du numérique.

L'Autorité peut, avec son niveau d'expertise, favoriser l'innovation en fixant un cadre réglementaire qui permette aux acteurs d'innover. L'assouplissement des autorisations d'expérimentations va dans ce sens.

ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS SUR LES MARCHES

Question 15

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- *Quels sujets nécessiteraient une adaptation ou une levée de la régulation ?*
- *Quelle devrait être l'approche de l'ARCEP sur ces sujets ?*

Dans son bilan, l'Autorité indique que « les décisions de régulation de l'Autorité ... limitées dans un temps court, sont essentielles pour mettre en place, par étapes, les incitations adéquates pour encourager la transition du secteur [mais qu'] elles ne permettent pas au régulateur d'y exprimer une feuille de route de long terme... ».

Orange partage le constat de l'ARCEP sur le fait que les acteurs ont besoin de prévisibilité en matière d'obligation réglementaire, tout particulièrement durant les phases de transition de marché.

Elle regrette le manque d'« agilité » de l'ARCEP dans la levée des obligations qui pèsent sur Orange au titre d'une réglementation asymétrique quand la transformation de marché est particulièrement rapide. Ainsi, les décisions d'une durée de 3 ans faisant suite à une analyse de marché mériteraient, pour certaines, d'être revues en cours de cycle.

Par rapport aux questions relatives aux transitions technologiques, Orange renvoie à sa réponse à la question 3.

L'ARCEP ne doit pas déterminer a priori la vitesse ou le calendrier des fermetures (donc pas de feuille de route).

Elle doit garantir aux acteurs visibilité et sécurisation juridique quant à l'utilisation des technologies ou des ressources sur lesquelles s'appuient les innovations ou projets d'avenir. Elle pourrait par exemple préciser en tant que de besoin la durée des préavis proportionnés à respecter pour la fermeture d'une technologie qui devient obsolète.

Les prochains enjeux de transition que nous identifions portent sur la fin du RTC, de l'ATM, du SDH, de l'interconnexion en mode TDM, et à plus long terme de l'arrêt technique du cuivre. Dans le domaine du mobile, il est possible que l'arrêt technique de la 3G soit réalisé avant celui de la 2G.

DEVELOPPER UNE POLITIQUE DE LA DONNEE EN ASSOCIATION AVEC LA MULTITUDE

Renforcer l'information du public

Accentuer l'implication de l'Autorité dans la politique d'ouverture des données publiques (Open data)

S'associer à la multitude pour mieux identifier les problèmes

Réguler par la transparence

Question 16

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer leur opinion sur les questions suivantes :

- Comment améliorer encore l'information du public ? Certaines publications doivent-elles être transformées ? L'ARCEP devrait-elle publier de nouvelles informations ?*
- L'ARCEP devrait-elle s'approprier les techniques d'association de la multitude apportées par le numérique comme le crowdsourcing ou l'open data ? Selon quelles modalités ?*
- Au-delà de l'information au public, la transparence offerte par l'ouverture des données vous semble-t-elle de nature à constituer un outil de régulation ?*

Concernant la question de l'« association avec la multitude », Orange tient à souligner que l'ARCEP doit veiller à la représentativité statistique des méthodes qu'elle utilisera pour éviter les dérives telles qu'on a pu en observer lors des consultations publiques dans lesquelles des réponses de lobbys particulièrement puissants et organisés ont pu fausser la lecture des résultats.

Des dérives du même ordre pourraient impacter les données relatives à la qualité de service des réseaux établies via des outils de crowdsourcing. Orange considère que les outils et méthodes existants suffisent à l'atteinte des objectifs de l'Autorité. Néanmoins, si l'ARCEP estimait nécessaire de recourir à des solutions de crowdsourcing, alors Orange recommande que les méthodes, outils et procédures associées soient validées explicitement par l'ARCEP comme répondant aux obligations de représentativité statistique, d'objectivité, de neutralité et qu'elle acquière les compétences pour cela.

Compte tenu de l'impact en terme d'image et donc d'impact commercial que peuvent avoir les données comparatives publiées par l'ARCEP relatives à la qualité des réseaux des opérateurs fixe ou mobile (données qui sont perçues comme fiables puisque fournies par l'Autorité), Orange souhaite

donc que les méthodes et outils utilisées par l'Autorité pour les établir soient discutés au cas par cas avec les opérateurs.

Même s'il peut être tout à fait intéressant de comparer plusieurs méthodes de mesure d'une même donnée, les données publiées par l'Autorité doivent pouvoir se prévaloir d'un niveau élevé de fiabilité.

S'agissant des informations publiées par l'ARCEP, Orange rappelle que seules les données qui ne sont pas considérées comme relevant du secret des affaires par les opérateurs peuvent être publiées par l'Autorité.

Sur la forme, il serait utile que les données chiffrées des différents observatoires que l'ARCEP publie soient accessibles dans un format qui permet facilement de les retraiter (fichiers Excel par exemple).

Enfin, sur le fond, il est dans les missions de l'Autorité d'offrir aux acteurs existants un cadre incitant à l'investissement ; cela devrait la conduire à s'assurer que la rentabilité du secteur est cohérente avec cet objectif de la régulation et à intégrer, dans son observatoire des communications électroniques, une mesure de la rentabilité du secteur ; ceci est réalisable avec les données disponibles.

Au vu de la dégradation de la rentabilité du secteur et du tassement constaté des investissements en France, il y a en effet urgence à veiller à cette cohérence entre la rentabilité effective du secteur et l'objectif d'incitation à l'investissement de la réglementation.

APPORTER UNE EXPERTISE INDEPENDANTE AU PARLEMENT, AU GOUVERNEMENT ET AUX AUTRES AUTORITES PUBLIQUES

Question 17

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les nouvelles compétences que l'ARCEP devrait développer ou mobiliser en complément de son expertise des réseaux.

Comme mentionné en réponse à la question 14, du point de vue d'Orange, l'ARCEP en tant qu'autorité de régulation n'a pas vocation a priori à devenir un expert technique de l'ensemble des sujets afférents au numérique mais elle doit pouvoir s'appuyer, pour remplir les missions qui lui sont confiées, sur des experts techniques qu'elle doit savoir identifier avec la connaissance qu'elle a du secteur.

Cela n'empêche en rien le fait que l'Autorité soit chargée par le Parlement ou le Gouvernement de missions nouvelles, comme par exemple celle d'assister les réflexions des pouvoirs publics sur un sujet nécessitant une forte expertise technique comme le codage ou le déchiffrement de données algorithmiques. Dans un tel cas de figure, il reviendrait naturellement à l'Autorité de se doter des compétences nécessaires.

DEVELOPPER LES PARTENARIATS AVEC LES AUTRES AUTORITES ET AGENCES DU NUMERIQUE

Question 18

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les sujets qui nécessiteraient une action de régulation collaborative, ainsi que sur les formes que ces collaborations devraient prendre.

Orange estime que la multiplicité des autorités administratives dont les champs de compétence peuvent se recouper complexifie effectivement la tâche des opérateurs et plus généralement des acteurs économiques du marché et peut être source d'inefficacité dans l'action des pouvoirs publics.

En tout état de cause, sur un sujet donné du domaine des communications électroniques, il est capital que les pouvoirs publics désignent une seule entité pour le représenter vis-à-vis des opérateurs, la coordination entre services de l'Etat devant rester transparente pour les opérateurs.

Concernant les partenariats avec les autres autorités et agences du numérique, L'ARCEP pourrait éventuellement :

- jouer un rôle de facilitateur entre les opérateurs et différentes autorités administratives en éclairant ces dernières sur les enjeux « business » du marché des télécommunications qu'elle connaît certainement mieux que d'autres autorités,
- interagir avec les autorités réglementaires et juridiques de secteurs adjacents pour s'assurer qu'ils prennent bien en compte les enjeux et contraintes du secteur des communications électroniques.

RENFORCER NOTRE INVESTISSEMENT DANS LES ENCEINTES EUROPEENNES

Question 19

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur l'intégration entre les travaux de l'ARCEP et les travaux européens et internationaux sur la régulation.

Compte tenu de son expérience, l'ARCEP doit contribuer à l'établissement d'un cadre réglementaire européen homogène en veillant à ce que les opérateurs français ne soient pas contraints par un cadre moins favorable que leurs homologues européens ou même américains.

Pour ce faire Orange est favorable à un allègement de la régulation sectorielle et une harmonisation de la réglementation sectorielle résiduelle au niveau européen.

Pour que ce qui reste de la réglementation sectorielle soit harmonisée, celle-ci doit prendre la forme de Règlements, plutôt que de Directives, et soit suffisamment claire pour qu'elle ne soit pas soumise à interprétation (régime de « full harmonisation »).

Question 20

Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur tout sujet non abordé dans le présent document qui pourrait s'inscrire dans la revue stratégique de l'ARCEP.

Le régulateur a pour mission de développer le bien-être social dans son secteur.

Pour ce faire, l'ARCEP doit se préoccuper de la rentabilité du secteur, garantir des investissements qui sont in fine bénéfiques aux consommateurs. Plus globalement elle doit veiller à la contribution du secteur au développement économique du pays et prendre en compte dans ses actions l'intérêt du consommateur et des entreprises qui doivent avoir des incitations économiques à investir.